

A

Monsieur Jean-Louis Bourgeon
Directeur Départemental des Finances Publiques des Hauts de Seine,

Monsieur le Directeur Départemental

Nous venons vers vous dénoncer les conditions de travail de plus en plus difficiles qui nous sont imposées. Ces dernières années, nous avons eu à intégrer des réductions de postes voulues par le gouvernement, et votées par le parlement dans le cadre de la Révision Générale des Politiques Publiques . Nous ne sommes pas venus ici les contester, nous avons un trop grand sens de l'Etat pour remettre en question une décision de la République, votée par son parlement.

Ce qui nous pose problème, ce sont les emplois vacants qui semblent se pérenniser et qui pèsent fortement sur nos services. Ainsi, depuis le mois de septembre, nous devons pallier le départ d'une collègue mutée en province dont nous n'avons, à l'heure actuelle, aucun espoir de remplacement. A cette absence vient s'en rajouter une deuxième, suite au départ en retraite d'une collègue expérimentée au 1er Mars.

Comme vous le savez, le centre des finances publiques de Clamart est un poste mixte où nous sommes chargés du recouvrement de l'impôt et de la comptabilité de collectivités locales. Deux missions bien distinctes, de plus en plus spécialisées qui réclament chacune un vrai savoir faire spécifique. A ce jour, les deux emplois vacants pèsent uniquement sur le secteur public local mais c'est tout le poste qui en pâtit puisque les missions transverses ne peuvent plus être réparties équitablement sur les deux services, il a donc été demandé un effort supplémentaire à l'équipe chargée du recouvrement de l'impôt.

Il est également nécessaire de prendre en compte la surcharge de travail qui pèse sur l'équipe du secteur public local suite à un transfert de compétence des communes vers la communauté d'agglomération Sud de Seine depuis le 1er avril 2011. Nous avons ainsi récupéré la gestion de deux théâtres, et des médiathèques des différentes communes. Cette surcharge de travail ne semble pas avoir été prise en compte par vos services alors que dans le même temps, la communauté d'agglomération procédait au recrutement de deux personnes au service financier.

Suite au départ du 1er septembre de notre collègue, nous n'avons eu droit à aucun soutien de la part de l'équipe de renfort départemental durant cinq mois, nous avons donc été contraints pour assurer la continuité du service public d'annuler des congés et de réaménager les plannings de travail. Des agents n'ont pas pu prendre les jours auxquels ils avaient droit, ils n'ont pas eu d'autres choix que d'ouvrir un compte épargne temps alors que ce n'était pas leur volonté.

Nous étions prêts à accepter cette situation, pensant qu'elle serait ponctuelle et exceptionnelle. Or tout nous laisse penser aujourd'hui qu'elle ne va pas se rétablir ni même se pérenniser mais, bien au contraire, s'aggraver.

Il nous est donc impossible de nous projeter sur les mois à venir. Nous n'avons aucune garantie sur les renforts que vous allez nous octroyer dans les prochains mois, puisque les décisions d'attribution du personnel de soutien affecté aux différents postes ne sont notifiées qu'au dernier moment. Le caractère aléatoire de cette aide nous empêche d'en tenir compte dans l'organisation de travail à court terme comme à long terme.

Dans ces conditions, il est particulièrement difficile, voire impossible de déterminer un calendrier de congés, notamment pour la période estivale. De ce fait, des droits sociaux sont remis en cause, des vies de familles perturbées, l'équipe de travail déstabilisée.

C'est aussi pour nous l'impossibilité d'organiser notre travail au quotidien. Voilà plusieurs mois que nous nous sentons submergés, nous devons arbitrer sans cesse nos priorités... Notre sens du service public et notre volonté d'offrir un travail de qualité sont sans cesse entravés par les conditions de travail que nous subissons au quotidien. Chaque absence, chaque imprévu deviennent pour nous des problèmes insolubles. Nous n'aimons plus faire notre métier dans les conditions qui nous sont imposées car nous avons l'impression de ne plus être à la hauteur de notre mission de service public, nous nous sentons totalement impuissants à améliorer cette situation.

Monsieur le Directeur Départemental, nous tenions à vous faire connaître nos conditions de travail de plus en plus difficiles. Conditions qui créent un véritable malaise, un mal-être car nous voyons bien qu'il n'y a aucune perspective positive à attendre dans les prochains mois. Au contraire, nous anticipons une nouvelle dégradation. Nous espérons être entendus et obtenir de votre part un calendrier précis sur l'avenir des emplois vacants non remplacés à ce jour.

Nous voulons retrouver le plaisir à notre travail, avoir la dignité de remplir notre mission de service public à laquelle nous sommes si attachés. Nous souhaitons également de votre part obtenir la garantie que les congés pourront être pris dans des conditions satisfaisantes par l'ensemble du personnel. Monsieur le Directeur Départemental, les vacances d'emplois pèsent lourdement sur notre moral, nous demandons votre aide et votre soutien.

Nous tenons à vous préciser que nous avons souhaité rencontrer l'ensemble des organisations syndicales dans le cadre d'une heure mensuelle d'information pour leur exposer nos difficultés professionnelles.

M. Christophe Adoue. C. Adoue
Mme Pragnère Beau. Pragnère Beau
Mme Laurence Adelle. Laurence Adelle
Mme HUBERT Sophie. Hubert
M. Rousseau ALADEN. Rousseau
M. FILLON Laurent. Fillon
M. LAVILLE FABRIEN. Laville
Mme Denise Denise
Mme Graeff. Graeff
M. Christophe Jossé. Jossé
M. RELIVE François. Relive
C. Kéni GUERIN. Guérin